

ARRÊTÉ DE CATASTROPHE NATURELLE

Salazie attend

Si le premier magistrat du cirque, Stéphane Fouassin, n'est pas monté au créneau, hier, après l'annonce des communes reconnues en état de catastrophe naturelle, à la suite des fortes pluies enregistrées en début d'année, principalement du 16 au 18 février, c'est qu'il a une bonne raison : il attend son tour, deux dossiers concernant Salazie devant être examinés en octobre prochain par la

commission, concernant les fortes précipitations du 15 décembre 2004, puis de février 2005. Un dernier dossier pour lequel la municipalité se dit "vigilante", compte tenu de l'importance des besoins : pas moins de 50 dossiers montés par des particuliers auprès du seul CCAS (Centre communal d'action sociale) et 44 par des agriculteurs durement touchés par les intempéries.

Pour les agriculteurs, l'arrêté de catastrophe naturelle représente bien souvent l'unique chance de se faire indemniser pour le préjudice subi. Le passage positif des dossiers salaziens dans quelques mois serait la seconde réponse apportée par l'État dans le cirque, après le versement d'une dotation pour la remise en état de la route de Bois-de-Pommes, fortement endommagée.